



CLASSIQUES
GARNIER

LARRÈRE (Catherine), « Les climato-sceptiques sont-ils sceptiques ?. Le doute, entre science et politique », *Éthique, politique, religions*, n° 5, 2014 – 2, *Scepticismes en politique*, p. 119-138

DOI : [10.15122/isbn.978-2-8124-3358-0.p.0119](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-8124-3358-0.p.0119)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2014. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

LARRÈRE (Catherine), « Les climato-sceptiques sont-ils sceptiques ?. Le doute, entre science et politique »

RÉSUMÉ – Conséquence de l'entrée des développements scientifiques et des innovations techniques dans le débat public, le doute n'est plus seulement un outil et un moteur du travail scientifique, il est de plus en plus instrumentalisé dans l'agitation idéologique et dans l'action politique. Nous voulons ici examiner ce que l'on a appelé l'écoscepticisme, le doute jeté sur la réalité de la crise environnementale, et plus particulièrement sur celle du changement climatique et de son origine anthropique.

MOTS-CLÉS – sceptisme, écoscepticisme, climato-sceptiques, développement durable

ABSTRACT – Is climate-scepticism a consequence of the entry of scientific developments and technological innovations in public debate? Doubt is no longer simply a tool or motor of scientific research; it is increasingly instrumentalized for ideological rabble-rousing and political action. In view of this, I will analyse so called “eco-scepticism”, doubting the reality of the environmental crisis, and more specifically doubting climate change and its human origin.

KEYWORDS – sceptism, eco-scepticism, climate sceptics, sustainable development

LES CLIMATO-SCEPTIQUES SONT-ILS SCEPTIQUES ?

Le doute, entre science et politique

Depuis les années 1960, un nombre croissant de scientifiques ont attiré l'attention sur les dégradations environnementales qui affectaient la planète dans son ensemble, et ces mises en garde ont été suffisamment prises au sérieux pour que les gouvernements s'en préoccupent, notamment en désignant des experts pour étudier la situation et proposer des remèdes. En 1988, le GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, en anglais IPCC) a été créé par le PNUE (Programme des Nations Unies sur l'Environnement) et l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) pour faire l'état des connaissances scientifiques sur le changement climatique, évaluer les risques liés à ce changement, en cerner les conséquences probables, et envisager d'éventuelles stratégies d'atténuation et d'adaptation¹.

Ces mises en garde et ces évaluations n'ont pas convaincu tout le monde. À la suite de la parution en anglais du livre de Bjorn Lomborg, *L'Écologiste sceptique*², on s'est mis à parler d'éco-scepticisme, pour désigner le doute porté sur la réalité ou la gravité des problèmes environnementaux, et l'on a qualifié de climato-scepticisme, « l'affirmation volontaire de doutes sérieux sur les consensus scientifiques en matière de climat », et, notamment, la dénonciation des rapports du GIEC³.

La dimension politique de ces contestations ne fait aucun doute. À partir du moment où, en réponse au diagnostic présenté, une action

1 Voir les « *Principles Governing IPCC Work* » sur www.ipcc.ch.

2 Bjorn Lomborg, 2001.

3 Edwin Zaccai, François Gemenne, Jean-Michel Decroly (éd.), 2012, *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris. Dans cette publication d'une partie des communications présentées à un colloque international qui s'est tenu à Paris en octobre 2010, on trouvera une bibliographie des controverses climatiques, particulièrement, pour ce qui concerne la France, dans le chapitre rédigé par Olivier Godard (« Les controverses climatiques en France », p. 117-140).

politique est envisagée (taxes ou régulations diverses), la question du climat ne relève plus de la seule compétence scientifique, elle fait partie du champ politique. C'est bien la pertinence des mesures (et des dépenses) pour faire face au changement climatique que visent ceux qui mettent en cause les rapports du GIEC. Politique, le climato-scepticisme l'est aussi par la façon dont ses promoteurs mobilisent les médias et s'adressent à l'opinion publique. Non, ce qui fait problème, c'est la qualification de sceptique. Ceux qui s'attaquent aux jugements scientifiques sur le changement climatique, ou, plus généralement sur les questions environnementales, ne revendiquent pas vraiment le terme : l'appellation d'« écologiste sceptique » n'apparaît que dans le titre anglais du livre de Lomborg, dont la version originale, en danois, se limite à présenter « le véritable état de la planète », et Claude Allègre adopte la même posture affirmative de celui qui peut dire le faux parce qu'il sait le vrai, lorsqu'il dénonce « l'Imposture climatique ou la fausse écologie¹ ». Ceux qui acceptent les conclusions du GIEC jugent le qualificatif immérité : c'est « dévoyer quelque peu le beau vocable de sceptique », considère Bruno Latour², que de parler de climato-scepticisme, et en anglais on emploie plutôt le terme de « *denial* », ce qui est traduit par « déni » mais aussi parfois par « négationnisme³ ». L'accusation impliquée par ce terme est lourde⁴, aussi les sociologues, qui veulent prendre une position plus distanciée, préfèrent-ils faire référence à d'« autres visions » ou à des « points de vue dissonants⁵ ».

La façon même de qualifier la contestation des rapports du GIEC ferait-elle partie du débat ? Le problème vient de ce que le climato-scepticisme relève à la fois du discours scientifique et du discours politique et la question est celle de son appartenance à l'un des deux domaines. « L'un des ressorts de la manipulation climato-sceptique consiste à donner pour véritable controverse scientifique ce qui n'en est qu'une contrefaçon arrimée à des

1 Claude Allègre, 2010.

2 Bruno Latour, 2012 p. 14.

3 Aaron M. McCright et Riley E. Dunlap, « Déni organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux États-Unis », *Controverses climatiques*, p. 178, note 13 (NdT).

4 Puisqu'elle compare les climato-sceptiques à ceux qui nient l'existence des chambres à gaz pendant la deuxième guerre mondiale.

5 Jean Baptiste Comby, « Les médias face aux controverses climatiques en Europe », in *Controverses climatiques*, p. 159 (note 5).

visées idéologiques », déclare Olivier Godard¹. Les climato-sceptiques sont des imposteurs, fait écho Bruno Latour, toute l'entreprise est un « camoufflage », une « *mimicry* comme on en voit chez les insectes² » : ils se font passer pour les sceptiques qu'ils ne sont pas. Ils prétendent occuper la place, reconnue et respectée, du doute scientifique à l'intérieur de la démarche scientifique, mais sont en fait extérieurs à celle-ci, et lancent des accusations qui n'ont de portée que médiatique et de visée que politique. Faire passer pour une critique interne ce qui est une dénonciation externe, jeter le doute sur la science pour mieux intervenir dans le champ politique, telle serait la démarche climato-sceptique, qui ne pourrait donc pas, à bon droit, être dite sceptique, si par scepticisme on entend le doute intégré au processus de recherche, au point d'en faire « intimement partie³ ». Ne peut-on donc étudier la dimension politique du climato-scepticisme sans mettre en cause la dénomination même de sceptique ?

Pour répondre à cette question, il nous a paru utile de distinguer deux formes de contestations ou de débats : la controverse et la polémique⁴. La première se situe au sein de la communauté scientifique, la deuxième fait appel aux médias et intervient sur la scène publique. L'une a pour modèle le dialogue, l'autre, la conflictualité. Nous verrons donc comment, faute d'avoir réussi à développer une controverse scientifique à l'intérieur même du milieu scientifique, les climato-sceptiques ont lancé leurs attaques depuis le champ médiatique, en prenant à témoin l'opinion publique. Mais si la contestation des résultats du GIEC, telle qu'elle a été menée, peut difficilement être qualifiée de sceptique, elle fonctionne bien comme une crise sceptique : elle conduit à retarder, voire à annuler l'action. Cependant, en concentrant leurs attaques sur les incertitudes scientifiques, dans l'idée de rendre inutiles les mesures politiques préconisées, les climato-sceptiques ne partagent-ils pas la conviction rationaliste que le savoir conduit à l'action ? Si leur démarche peut difficilement être qualifiée de sceptique du point de vue cognitif, peut-on les considérer comme des sceptiques du point de vue pratique ? C'est ce dont on peut également douter, comme nous le verrons.

1 Olivier Godard, « Les controverses climatiques en France », *Controverses climatiques*, p. 133.

2 Bruno Latour, Postface, *Controverses climatiques*, p. 246.

3 Valérie Masson-Delmotte, « Sciences du climat, Quelles sont les incertitudes qui font débat ? », *Controverses climatiques*, p. 56.

4 Nous empruntons cette distinction (qui donne au terme de controverse un sens plus restreint que son sens habituel) à Francis Chateauraynaud et Didier Torny, 2013, p. 80-83.

LE REJET DE LA CONTROVERSE

Claude Allègre affirme avoir droit au « doute scientifique¹ ». Mais c'est bien cette prétention qui a été rejetée par la très grande majorité du milieu scientifique, et c'est la raison pour laquelle les accusations des climato-sceptiques n'ont pas provoqué de controverse à l'intérieur de la communauté scientifique. Telle que Chateauraynaud et Torny la définissent, la controverse est le régime qui prévaut quand « des chercheurs et des scientifiques créent un espace commun pour la confrontation de méthodes et visant à qualifier, mesurer et interpréter les phénomènes² ». Dans les questions climatiques, cet espace commun est celui de la recherche scientifique qui s'accomplit, à travers le monde, dans les milliers de laboratoires qui se consacrent aux études portant sur le climat et dont le GIEC a pour vocation d'examiner les travaux, pour les synthétiser dans un très long rapport qui conseille certaines stratégies et dont le résumé est communiqué aux décideurs politiques. C'est tout au long de ce processus, impliquant communications, publications, conférences, que prend place la mise en cause constante des résultats, qui fait que la vérité d'aujourd'hui est considérée comme l'erreur de demain, et par laquelle le doute est intégré à la démarche scientifique. Les rapports du GIEC sont la synthèse, nécessairement provisoire, de ce processus en cours.

Les critiques, que l'on a qualifiées de climato-sceptiques, ont porté sur les rapports du GIEC, les accusant de masquer les incertitudes, d'exagérer la gravité du changement climatique, ou de se prononcer de façon trop assurée sur son origine anthropique. Ces critiques ne sont pas venues de l'intérieur du processus de recherche, de l'intérieur de l'espace commun où les connaissances sont confrontées et modifiées, mais de l'extérieur. C'est particulièrement net en France où, comme le rappelle Olivier Godard, les têtes de file des climato-sceptiques sont étrangers aux études climatiques, ou, tout au plus, comme c'est le cas pour Allègre ou Courtillot, reconnus dans le domaine des géosciences, n'ont fait « que des incursions limitées et récentes dans le champ des

1 Claude Allègre, « Le droit au doute scientifique », *Le Monde*, 27 octobre 2006.

2 Chateauraynaud et Torny, *Les Sombres Précurseurs*, p. 80.

études climatiques, qu'ils ne connaissent pas bien¹ » : les arguments qu'ils présentent dans les médias débordent de beaucoup ce qu'ils ont les moyens d'établir. Aux États-Unis où les critiques portant sur les allégations de changement climatique sont beaucoup plus anciennes (elles ont précédé la constitution du GIEC), elles ont pu être le fait de scientifiques qui ont essayé de se faire reconnaître une légitimité égale à celle des experts climatiques du GIEC, mais n'y sont jamais parvenus². La contestation du changement climatique a toujours eu recours à des médias extérieurs au réseau des publications scientifiques pour se faire connaître.

Cela a profondément marqué le débat qui a entouré ces critiques : aussi bien les critiques que les réponses qui y ont été faites par des scientifiques ayant pris part au processus d'élaboration des connaissances climatiques ont toujours été adressées à un public de non-spécialistes. Comme « la vérification personnelle de résultats scientifiques approfondis reste évidemment hors de portée de tous les non-spécialistes (y compris des scientifiques d'autres disciplines)³ », l'objectif est de rétablir la confiance dans ces porteurs de message que sont les membres du GIEC en tentant de convaincre le public que les erreurs ou les déformations prétendument relevées par les critiques rentrent dans le champ de ce qui, normalement, doit être repéré et corrigé dans le processus d'élaboration des connaissances. Il ne s'agit donc pas d'opposer des faits aux affirmations des climato-sceptiques, mais d'expliquer une démarche. Certes une réponse détaillée a été faite aux critiques portées contre les rapports du GIEC, une liste des erreurs commises a été fournie (notamment en ce qui concerne Allègre⁴), mais l'essentiel de la réponse n'est pas là. Celle-ci porte avant tout sur les méthodes employées (d'établissement des données, de leur homogénéisation, de formulation des hypothèses, des formes et des raisons de la modélisation ...) et sur les procédures d'établissement du rapport (allers et retours entre les rédacteurs, appel aux critiques, possibilités de révision, discussions avec les politiques).

1 Olivier Godard, « Les controverses climatiques en France », in *Controverses climatiques*, p. 129.

2 Voir l'étude très détaillée de Naomi Oreskes et Erik M. Conway, 2010, chapitre 6, « The Denial of Global Warming », p. 169-215.

3 Zaccai, Gemenne, Decroly, *Controverses climatiques*, introduction, p. 29.

4 S. Huet, 2010. S. Foucart, 2010.

Le thème constant des critiques faites au rapport du GIEC est qu'il ne tient pas compte des incertitudes qui pèsent sur l'interprétation qu'il fait des phénomènes climatiques (augmentation du CO₂, son lien avec le réchauffement, l'importance du réchauffement, son origine anthropique, a-t-il déjà commencé ?), et qu'il présente comme assurée une interprétation hautement contestée. La question du traitement de l'incertitude dans le processus scientifique est donc au centre de la réponse faite au climato-scepticisme : « Comment le GIEC gère-t-il les incertitudes scientifiques ? » se demandent Jean-Pascal Van Ypserle (vice-président du GIEC, mais « qui s'exprime alors à titre personnel ») et Bruna Gaino¹. Il s'agit de montrer que l'incertitude n'est pas l'ignorance, qu'il y a différentes sortes d'incertitudes et qu'elles ont leur place dans le processus scientifique. Incertitude et certitude peuvent coexister : Jean-Pascal Van Ypserle et Bruna Gaino rappellent que les rapports tiennent compte de ce qui est considéré comme acquis et ne laisse plus place à l'incertitude (l'existence de l'effet de serre, son renforcement du fait des émissions dues aux activités humaines), mais mentionnent également les nombreuses incertitudes qui demeurent (notamment ce qui concerne « le rythme, l'ampleur, la répartition régionale de l'évolution du climat² »). Parmi ces incertitudes, certaines sont irréductibles (celles qui résultent de décisions humaines), d'autres tiennent à des problèmes structurels (dus aux limites de la modélisation), d'autres, enfin, sont liées à l'insuffisance des données. Lorsque l'on ne peut pas réduire ces incertitudes (en affinant les données), on peut les affecter de probabilités, ce qui permet de tenir, avec prudence, un discours probabiliste. Enfin, quand on ne peut pas s'appuyer sur une évaluation probabiliste quantitative, on fait appel à la confiance, dont le niveau est exprimé par des expressions très codées (confiance « très élevée », « élevée »), le niveau de confiance devant être mis en relation avec la précision des phénomènes envisagés (parler d'« érosion de la biodiversité » en général, n'engage pas à grand chose).

On voit donc que l'incertitude, bien loin d'invalider les connaissances acquises, a sa place dans le processus de connaissance, ce qui permet à Paul Edwards (auteur d'une étude de référence sur la construction de

1 Jean-Pascal Van Ypserle et Bruna Gaino, « Comment le GIEC gère-t-il les incertitudes scientifiques ? », in *Controverses climatiques*, p. 77-96.

2 *Ibid.*, p. 83.

la science climatique¹) de dire que la connaissance du climat planétaire « reste provisoire et imparfaite », tout en étant « réelle et forte² » (parce qu'elle s'appuie sur un réseau mondial de collecte des données). La mise en évidence des méthodes est donc inséparable de la présentation des procédures (de la collecte des données à la confection des rapports) qui elles-mêmes sont liées à l'existence d'un réseau institutionnel qui est celui de la communauté scientifique. C'est bien parce que les climato-sceptiques sont extérieurs à ce réseau (quels que soient leurs efforts pour faire croire qu'ils en font partie) que l'on peut retourner contre eux les critiques qu'ils adressent au GIEC, en leur montrant qu'ils l'accusent de faire ce que, eux font : chercher à « faire reconnaître comme d'authentiques propositions scientifiques des hypothèses scientifiques non étayées ou des mensonges établis³. » La dissymétrie entre les positions climato-sceptiques et les rapports du GIEC n'est pas seulement celle des arguments, c'est celle des situations institutionnelles, et c'est pourquoi ils ne peuvent être placés à égalité. En effet, les règles du doute scientifique ne sont pas seulement des règles de méthode, ce sont également des normes éthiques. Dans l'éthique de la science, telle que la formule Merton au milieu du xx^e siècle, le « scepticisme organisé » (pas d'argument d'autorité, ne se fier qu'à l'expérience, suspendre son jugement en l'absence de preuves) figure à côté des autres règles, que sont l'universalisme, le communalisme et le caractère désintéressé de la recherche⁴. Ces règles sont censées régir la communauté scientifique mais elles ne peuvent régir que ceux qui se reconnaissent comme membres de la communauté scientifique. C'est au sein de cette communauté que le doute scientifique, qui permet de faire progresser les connaissances par réduction des incertitudes, peut être pratiqué. Claude Allègre, qui ne fait pas partie de cette communauté, n'a pas droit au doute scientifique, contrairement à ce qu'il prétend.

La seule objection qui demeure à la façon dont ceux qui soutiennent le GIEC répondent aux critiques des climato-sceptiques est que la démonstration de la capacité du GIEC à prendre en compte les incertitudes n'est

1 Paul M. Edwards, 2010.

2 Paul M. Edwards, « La complexité des données climatiques », in *Controverses climatiques*, p. 73.

3 Olivier Godard, « Les controverses climatiques en France », in *Controverses climatiques*, p. 132.

4 R. Merton, 1942.

concluante que pour les doutes, ou les incertitudes, qui ont leur place dans le paradigme dominant des recherches climatiques. À supposer que la question qui jette le doute remette radicalement en cause ce paradigme, elle ne serait pas entendue et ne pourrait pas être traitée. Il est peu vraisemblable que les critiques formulées par les climato-sceptiques soient de ce type. Mais serait-ce le cas, cela les contraindrait à poursuivre un débat qui, pour les spécialistes des sciences du climat, n'a plus de raison d'être, et donc à passer de la controverse à la polémique.

La caractéristique de la controverse, selon Chateauraynaud et Torny, est en effet sa capacité à se clore sur un nouvel état des connaissances : une controverse est « une configuration inventée pour stabiliser quelque peu l'appréhension des phénomènes¹ ». Le rôle de la controverse est de réduire les incertitudes, et elle réussit quand elle y parvient : les rapports successifs du GIEC enregistrent le progrès de connaissances qui permettent une réduction suffisante des incertitudes pour que l'on puisse se prononcer avec certitude sur certains points : à ce niveau-là, le débat est clos. Alors que la communauté scientifique, dans son immense majorité, admet, dès les années 1990, l'origine anthropique du réchauffement climatique², les climato-sceptiques tentent au contraire de maintenir le débat ouvert, et pour cela, il leur faut se placer sur un autre terrain. Naomi Oreskes cite une note d'un stratège du Parti Républicain, aux États-Unis en 2003, qui affirme : « le débat scientifique reste ouvert... les électeurs pensent qu'il n'y a pas de consensus au sein de la communauté scientifique³. » En relançant la critique et le doute, les climato-sceptiques sortent donc de la controverse scientifique, dont ils n'ont jamais réussi à faire vraiment partie, pour se placer sur le terrain de la polémique, qui, elle, est ouvertement politique.

1 Chateauraynaud et Torny, *Les sombres précurseurs*, p. 80.

2 Voir l'enquête de Naomi Oreskes, « The scientific consensus on climate change. How do we know we are not wrong ? » in J. DiMento et P. Dougham, 2007, p. 65-100.

3 F. Luntz, cité par Naomi Oreskes, « Les marchands de doute aux États-Unis. Comment et pourquoi une poignée de scientifiques se sont mis en travers de la vérité sur le changement climatique », in *Controverses climatiques*, p. 98.

UNE POLÉMIQUE SANS SCEPTIQUES ?

La polémique, selon Chateauraynaud et Torny, se distingue de la controverse, « par la liste beaucoup plus hétérogène des protagonistes qui peuvent y intervenir [. . .], l'intense participation des médias à l'organisation des arènes ou des tribunes dans lesquelles s'expriment les désaccords », et le surgissement de « figures de dévoilement et de dénonciation qui sont normalement exclues de la controverse au sens strict¹ ». Cela correspond bien aux querelles climato-sceptiques qui font très largement appel aux médias, font intervenir des personnages très divers et font délibérément prévaloir, dans les débats, la dimension conflictuelle sur la dimension dialogique². Olivier Godard rappelle ainsi comment le discours climato-sceptique « mêle arguments d'allure scientifique et arguments de critique sociopolitique, reposant très largement sur des attaques fantaisistes et des attaques *ad hominem* », ce qui est une façon de contourner la confrontation scientifique pour délégitimer la science du climat, globalement (« il faut supprimer le GIEC », déclare Allègre, peu après la conférence de Copenhague); les climato-sceptiques présentent le tableau des connaissances scientifiques à partir d'une vision politique ou religieuse du monde, celle de camps, ou de clans (les « réchauffistes »), où l'on dénonce des dogmes, une « pensée unique », le GIEC est même caractérisé comme une « mafia³ ».

Sur le terrain de la polémique, les climato-sceptiques jouissent d'une position d'égalité qui leur était refusée dans la controverse scientifique; les journalistes (tout spécialement lorsqu'il s'agit de journalistes de politique générale et non plus de journalistes scientifiques) la leur accordent pour des raisons d'« objectivité⁴ » (il vaudrait mieux dire d'impartialité) : des règles de la controverse scientifique (où la liste des participants est limitée, où l'on fait la distinction entre propos scientifique et opinion), on est passé à celles du débat public, où la distinction entre science et

1 Chateauraynaud et Torny, *Les sombres précurseurs*, p. 82.

2 Selon Antoine Lilti, il y a deux paradigmes de la controverse (au sens large du mot) : le dialogisme et la conflictualité. Voir Antoine Lilti, 2007.

3 Olivier Godard, « Les controverses climatiques en France », in *Controverses climatiques*, p. 124.

4 Jean-Baptiste Comby, « Les médias face aux controverses climatiques en Europe », in *Controverses climatiques*, p. 164.

opinion n'a pas cours et où sont censés pouvoir intervenir tous ceux qui font usage de leur raison (même si, dans l'espace médiatique, il n'y a pas de véritable égalité entre des participants qui sont précédés – et accompagnés – par leur réputation, leurs réseaux de connaissance ...). Dans ce débat médiatique, les scientifiques sommés de se défendre, n'ont pas la partie facile, il leur est impossible, explique Olivier Godard, « de démontrer avec les moyens de la science la fausseté des assertions professées par les climato-sceptiques ; il est seulement possible d'affirmer que ces assertions sont erronées et sans fondement¹. » Cela peut expliquer que Jean-Pascal van Ypersele, vice-président du GIEC (et auteur, dans le volume sur les *Controverses climatiques*, d'un article sur la façon dont les incertitudes y sont prises en considération), ait refusé de participer à ce qu'il considérait comme « un débat faussé » à la radio-télévision francophone belge, avec Itsvan Marko, professeur à l'Université de Louvain, et auteur d'un livre à charge sur le climat². Cela conduit à considérer les climato-sceptiques plutôt comme des sophistes (aptés à manipuler l'opinion à leur avantage, en faisant appel aux sentiments et aux émotions et pas à la seule raison), non comme des sceptiques (qui utilisent des arguments rationnels pour mettre en cause des affirmations).

Cela montre en tout cas que l'on a quitté l'examen des seuls arguments pour se placer sur un terrain indéniablement politique où il est loisible d'étudier les stratégies de ceux qui y interviennent. C'est ce qui a été fait pour le climato-scepticisme, aux États-Unis notamment, par Naomi Oreskes et Eric Conway. En étudiant les attaques menées contre le changement climatique et le GIEC parallèlement à d'autres affaires qui ont fait également intervenir des scientifiques contre la majorité de leur communauté (qu'il s'agisse de la mise en doute des effets cancérigènes du tabac, ou de la défense de l'Initiative de Défense Stratégique – IDS, autrement dite guerre des étoiles – boycottée par les scientifiques), ils ont mis en évidence les caractéristiques communes de ces interventions³.

1 Olivier Godard, « Les controverses climatiques en France », in *Controverses climatiques*, p. 133.

2 Thierry Libaert et Dominique Bourg, « Faut-il débattre avec les climato-sceptiques ? » *Le Monde*, 23 octobre 2013.

3 Naomi Oreskes et Eric Conway, *Merchants of doubt*, ouvrage cité. Voir aussi David Michaels, *Doubt is Their Product : How Industry's Assault on Science Threatens your Health*, New York (NY), Oxford University Press, 2008, et Stéphane Foucart, *La fabrique du mensonge*, Paris, Denoel, 2013.

Le cas du tabac est exemplaire. L'alerte scientifique lancée sur la nocivité du tabac et les mesures visant à en diminuer la consommation qu'il fallait prendre pour arrêter les dégâts ont mis en danger les intérêts des industries du tabac. La stratégie retenue a visé non pas à attaquer frontalement les connaissances scientifiques mais à instiller le doute quant à la validité des résultats présentés comme assurés. On montre qu'une corrélation statistique n'est pas une preuve expérimentale, ou on insiste sur l'importance des prédispositions génétiques au cancer du poumon : les deux propositions étant vraies hors contexte, cela les rend vraisemblables dans ce contexte, permet de détourner l'attention ailleurs (on va financer les recherches sur les prédispositions génétiques) et d'affirmer la nécessité de prolonger les recherches. Il importe également que les incertitudes ainsi suscitées le soient par des scientifiques, afin de leur donner une crédibilité scientifique auprès du public. Un portrait du scientifique convenant à ce genre d'intervention se dessine : prestigieux, mais d'une certaine façon en marge de la communauté scientifique, soit qu'il ait occupé depuis longtemps des postes d'administration de la recherche qui le tiennent en dehors de la pratique effective de la recherche scientifique, soit qu'un incident de carrière ou une controverse ne lui aient pas permis d'avoir le succès auquel il pensait avoir droit. Entre le scientifique et les intérêts politiques ou économiques s'interposent des organisations écrans, des think tanks, tel l'Institut Marshall, fondé par des chercheurs chevronnés, qui donne l'apparence de la recherche désintéressée, et que l'on retrouve dans une série d'interventions : la défense de l'IDS, la mise en cause des pluies acides, de la déplétion de la couche d'ozone, ou du changement climatique.

Dans tous ces cas, on a appliqué la stratégie de l'industrie du tabac : insister sur le fait que la science n'est pas sûre, qu'il n'existe pas de consensus entre les scientifiques, et qu'il serait prématuré ou inutile de prendre des mesures pour réduire le danger. « Le doute est notre produit » disait un mémo rédigé par l'industrie du tabac en 1969, et qui est parvenu à la connaissance du public : « il s'agit du meilleur moyen de rivaliser avec l'ensemble des faits qui existent dans l'esprit du public¹ ». Pour désigner cette production délibérée d'ignorance, un mot a été inventé, celui d'agnotologie².

1 Cité par Naomi Oreskes, *Controverses climatiques*, p. 106.

2 Robert Proctor et Londa Schibienger, 2008.

Les « marchands de doute », ces « fauteurs d'ignorance¹ » ne sont pas des sceptiques. En injectant sciemment de l'incertitude, ils ont une connaissance assurée de ce qu'ils veulent (pour les industries du tabac, continuer à produire des cigarettes). Aux États-Unis, le contexte politique de ces interventions est clair : c'est celui de la défense du marché libre, et la condamnation de toutes les mesures réglementaires qui pourraient l'entraver. C'est pourquoi la question environnementale, à partir du moment où elle en appelait à l'intervention de l'État (et qu'elle avait dépassé, selon Naomi Oreskes, une première phase « esthétique » qui ne portait pas ombrage aux intérêts économiques et politiques des grandes industries) est devenue la cible des défenseurs du marché libre et notamment des Républicains qui ont fait de la dénonciation du changement climatique un de leurs arguments de campagne. La polarisation politique est très forte, aux États-Unis, autour de la question climatique, avec un clivage net entre républicains (qui mettent en doute le changement climatique) et démocrates (qui le prennent au sérieux). Le clivage va s'accroissant : comme le montre l'étude de McCright et Dunlap, « la différence de 18 points entre les pourcentages de démocrates libéraux (67%) et de républicains conservateurs (49%) qui pensent en 2001 que le réchauffement climatique a déjà commencé à se manifester devient en 2010 une différence de 44 points – 74% pour les libéraux et 30% pour les conservateurs². »

Une telle polarisation ne se retrouve pas en Europe, où il existe un accord entre politiques et scientifiques sur la réalité du changement climatique et où « les enjeux scientifiques du climat sont publiquement construits sur le registre du consensus » (la signature, en France, en 2007 du « pacte écologique » de Nicolas Hulot, par la grande majorité des candidats à l'élection présidentielle en témoigne)³. La polarisation, jusque dans le milieu des années 2000, se ferait plutôt entre ceux qui ont connaissance du changement climatique (et qui y croient), et ceux qui l'ignorent, parmi lesquels on trouverait beaucoup d'exclus de la

1 L'expression est de Robert N. Proctor pour qualifier les cigarettiers, entretien avec Mathias Girel, *Critique*, n° 799, 2013, p. 996.

2 Aaron M. McCright et Riley E. Dunlap, « Dénier organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux États-Unis », in *Controverses climatiques*, p. 182.

3 Jean-Baptiste Comby, « Les médias face aux controverses climatiques en Europe. Un consensus fragilisé, mais toujours structurant », in *Controverses climatiques*, p. 161.

mondialisation. Il n'y aurait donc pas, à la différence des États-Unis de clivage politique net, entre droite et gauche, ou conservateurs et libéraux, mais plutôt une polarisation sociale, entre des élites cultivées, faisant confiance aux scientifiques, et des couches de population plus modestes, culturellement et socialement moins favorisées, qui ne sont pas au courant de ces questions. La percée du climato-scepticisme se ferait au milieu des années 2000, avant la crise financière, mais sera renforcée par l'échec de Copenhague, en 2009. L'ajout d'un noyau issu de catégories plus favorisées aura pour effet de transformer une partie de cette ignorance en scepticisme passif (« j'en ai entendu parler, mais je n'y crois pas »), qui se déploierait aux extrémités de l'échelle gauche-droite, provoquant une convergence entre climato-scepticisme et sentiment d'être mis à l'écart¹.

Les climato-sceptiques actifs, ceux qui instillent le doute, n'ont pas d'affiliation politique aussi claire qu'aux États-Unis : ils ne sont pas liés à un parti. Ils ne sont pas relayés non plus par des think tanks conservateurs, leurs interventions restent individuelles, portées par leurs personnalités propres. Plutôt qu'un ralliement à des positions néolibérales anti-régulationnistes, on constate, chez eux, un attachement à des « valeurs productivistes, rationalistes, exprimant une forte défiance vis-à-vis de l'écologie politique et une grande confiance dans la capacité des progrès technologiques à permettre de maîtriser l'adaptation au changement climatique² ». C'était déjà l'esprit de l'appel de Heidelberg, signé en 1992, au moment du premier Sommet de la Terre à Rio, par de nombreux prix Nobel, qui proclamaient leur confiance dans « la science, la technologie et l'industrie ».

Cette configuration, plus idéologique que directement politique, n'est pas absente des États-Unis. On y trouve en effet un certain nombre de climato-sceptiques partisans de la géo-ingénierie (des moyens techniques pour refroidir le climat, comme des projections de particules soufrées dans l'atmosphère par aérosols). Comment peut-on dire à la fois que le changement climatique n'existe pas ou qu'il est outrageusement surestimé et préconiser des moyens

1 Jean-Paul Bozonnet, « Le contre-récit climatique dans l'opinion européenne. Émergence et signification sociale », in *Controverses climatiques*, p. 195-219.

2 Valérie Masson-Delmotte, « Sciences du climat. Quelles sont les incertitudes qui font débat ? », in *Controverses climatiques*, p. 46.

pour le réduire ? Cela montre en tout cas que le scepticisme des climato-sceptiques est très ciblé, puisque, à l'affirmation d'incertitude quant à certains résultats scientifiques, se joint la confiance dans les capacités techniques à faire face aux problèmes. On peut donc faire confiance à la science, quand elle se conjugue avec la technologie, l'industrie, et le marché libre comme le rappelaient les propos de Newt Gingrich (leader des conservateurs) en faveur de la géo-ingénierie : « La géo-ingénierie apporte la promesse d'une réponse au changement climatique pour seulement quelques milliards de dollars par an. Au lieu de pénaliser les Américains moyens, nous aurions la possibilité de répondre au réchauffement climatique en récompensant l'inventivité scientifique ... Stimulons l'ingéniosité américaine. Assez du diktat vert¹. »

On veut bien admettre le réchauffement climatique si cela permet de stimuler l'ingéniosité américaine et de se passer de règlements. Si les climato-sceptiques ne sont décidément pas sceptiques sur le plan cognitif, le sont-ils du point de vue pratique ? Sinon leur stratégie, du moins ses effets peuvent-ils être dits sceptiques ?

SCEPTICISME ET INACTION POLITIQUE

« Pourquoi la question des incertitudes est-elle importante ? » demandent Jean-Pascal van Ypserle et Bruna Gaino. « Parce que les décideurs ont besoin de pouvoir justifier leurs décisions et de mesurer les risques encourus suivant les différentes options. Conscient de ces besoins, le GIEC accompagne ses diagnostics d'une description précise des incertitudes qui l'entourent². » Une telle distribution des tâches respecte le principe de la séparation entre l'évaluation et la gestion des risques : le scientifique évalue et le politique décide. Mais, les experts du GIEC, qui, comme le remarque Valérie Masson-Delmotte, ne forment pas « une société savante », mais « une organisation tournée vers

1 Cité par Clive Hamilton, 2013, p. 228.

2 Jean-Pascal van Ypserle et Bruna Gaino, « Comment le GIEC gère-t-il les incertitudes scientifiques ? », art. cité.

la production de rapports de synthèse¹ », ne s'en tiennent pas, en cas d'incertitude, à la suspension de jugement que prescrit la règle du « scepticisme organisé », puisqu'ils vont jusqu'à estimer, avec les degrés de croyance, une probabilité subjective. En transformant l'incertitude en ignorance, les climato-sceptiques veulent imposer la suspension de jugement et ses conséquences : « dans le doute abstiens-toi » selon la locution populaire. L'objectif des climato-sceptiques a toujours été, en mettant en doute le changement climatique, de rompre le lien entre le savoir et l'action : « la base scientifique d'affirmation de l'existence d'un réchauffement dû à l'effet de serre est trop incertaine pour justifier que l'on prenne maintenant des mesures drastiques² » déclarait, en 1990, après le premier rapport du GIEC, un des membres de l'Institut Marshall, que l'on retrouve dans toutes les manipulations sceptiques, du tabac au réchauffement climatique. Étant donné les incertitudes, « il y a peu de risques à retarder les mesures politiques » faisait écho un journaliste conservateur, en 1992. C'est la même stratégie visant à retarder ou à annuler l'action à l'égard du changement climatique que l'on retrouve depuis. Les marchands de doute ne sont pas des sceptiques, mais ils visent à produire un effet sceptique, en empêchant l'action.

Sans doute une telle annulation de l'action ne peut-elle pas se faire, en politique, aussi radicalement qu'elle se fait, en morale, au niveau individuel, où la suspension du jugement conduit à l'ataraxie, à l'insensibilité, à l'immobilité, du sage sceptique. En politique, on ne peut pas s'empêcher complètement d'agir. Aussi considère-t-on généralement que l'effet du scepticisme, en politique, c'est le conservatisme. « Je hais la nouveauté », affirme Montaigne, qui reprend l'argument pyrrhonien de l'obéissance aux lois de son pays. Cela n'implique pas un jugement positif sur celles-ci, mais simplement que ce qui est a, sur ce qui n'est pas (devrait être, ou pourrait être), l'incontestable avantage de l'existence, admissible même par des sceptiques. On sait de quoi il s'agit, ce qui n'est pas le cas de ce qui n'existe pas encore. À l'époque de Montaigne (comme à celle de Pyrrhon), ce qui est, ce sont les lois et coutumes d'un pays, les mœurs anciennes, le *mos majorum*. Le conservatisme sceptique est alors traditionaliste. Nous

1 Valérie Masson-Delmotte, « Sciences du climat. Quelles sont les incertitudes qui font débat ? », in *Controverses climatiques*, p. 45.

2 Cité par Oreskes et Conway, 2010, p. 192.

avons aujourd'hui une conception plus dynamique de ce qui est, nous voyons la réalité comme un processus en cours. Le conservatisme d'aujourd'hui c'est de laisser se poursuivre ce qui est en cours, le « *business as usual* » que ceux qui s'opposent aux mesures « drastiques » contre le changement climatique, préconisent. On peut donc à la fois être climato-sceptique (pour refuser le changement) et préconiser la géo-ingénierie qui fait partie de cette intrication d'innovation technique et de rentabilité économique qui caractérise le cours ordinaire des affaires, l'alliance de la science, de la technologie, de l'industrie et du marché, sans intervention de l'État. La géo-ingénierie, comme la projection d'aérosols, ne requiert aucune entente interétatique, et peut même être le fait d'entreprises privées.

Le climato-scepticisme, ainsi envisagé, tendrait plus à maintenir l'état de choses existant qu'à empêcher que des mesures ne soient prises. Car il faudrait encore montrer qu'elles sont prises ou susceptibles de l'être. Toute la discussion autour du climato-scepticisme suppose que l'on admette un certain modèle de l'action : diagnostic scientifique de la situation (rôle des lanceurs d'alerte), évaluation des risques qu'elle présente, décision politique d'intervenir. C'est dans ce schéma que les climato-sceptiques sont supposés intervenir en visant le moment où se forme le consensus qui commande l'action. Et sans doute un tel schéma peut-il expliquer des actions environnementales réussies, comme l'interdiction du DDT aux États-Unis, après la publication du livre de Rachel Carson, *Silent Spring*, au début des années 1960 : « un problème sérieux fut porté à l'attention du public par un porte parole éloquent, et, agissant d'après les avis d'experts reconnus, le gouvernement a pris les mesures appropriées¹ ». Faut-il pour autant considérer que les choses se passent nécessairement de cette façon ? « D'où vient cette idée que l'action suit immanquablement la connaissance assurée ? » demande Bruno Latour, qui la juge naïve, et lui oppose la vision pragmatique où l'action ne suit pas le savoir, mais où tous deux progressent dans leur interaction : « L'action et la connaissance vont de pair et marchent du même pas, explorant à elles deux, par une série de paris constamment relancés sur l'avenir, l'incertitude inhérente à toute situation². »

1 Oreskes et Conway, 2010, p. 216.

2 Bruno Latour, Postface, *Controverses climatiques*, p. 248.

Avec la mise à mal de l'idée que l'action suit le savoir, tombe aussi la pertinence supposée de l'attaque sceptique (prolonger le stade de la recherche pour retarder l'action). Mais, du même coup, la question posée par le climato-scepticisme se déplace vers celle des motifs de l'action. Car le climato-scepticisme existe, et il a des effets, mesurables : il a un public, moins important qu'on ne le craint parfois, mais existant¹.

Une explication donnée au climato-scepticisme est celle de la dissonance cognitive. La théorie en fut formulée par un psychologue, Léon Festinger, à la suite de l'observation qu'il avait faite d'une secte religieuse, dans les années 1950. Celle-ci avait annoncé que la fin du monde se ferait à une date précise par une inondation dont les membres de la secte seraient sauvés grâce à l'intervention de l'extra-terrestre dans lequel ils croyaient. Réunis le jour dit, pour attendre le vaisseau spatial qui devait les emporter, les membres de la secte ne changèrent pas leurs croyances quand ils ne virent ni inondation, ni vaisseau. Ils déclarèrent aux journalistes qu'ils avaient reçu un message de l'extra-terrestre leur annonçant que leur bonne conduite l'avait convaincu de les sauver, eux et tous les Terriens, en renonçant à l'inondation. Festinger tire de là l'idée que toutes les fois qu'une tension entre les éléments de l'ensemble mental d'une personne engendre un inconfort psychique, « quelque chose doit être abandonné » pour réduire l'attention ou la dissonance et rétablir l'harmonie ou la consonance².

C'est cette théorie que Clive Hamilton applique au climato-scepticisme, caractérisé comme une forme de déni. Il y a d'une part le déni actif, celui de ceux qui répandent les arguments climato-sceptiques, en identifiant des complots, en ayant recours à de faux experts, en triant sur le volet les données et les articles scientifiques qui vont dans leur sens, en formulant des attentes impossibles à satisfaire par ce que la recherche scientifique peut prouver ou réfuter. Il y a, d'autre part, le déni passif, celui du public. C'est surtout celui-là qui peut s'expliquer en termes de dissonance cognitive : la réalité du changement climatique remettant en cause non seulement les croyances mais tout un ensemble de modes de vie ou de façons de faire, on accueille toutes les raisons de ne pas croire au réchauffement : on cherche des boucs

1 Voir les chapitres de Jean-Baptiste Comby et Jean-Paul Bozonnet dans *Controverses climatiques*.

2 Leon Festinger, 1957. Nous suivons ici la présentation qu'en fait Jon Elster, 2003, p. 48.

émisaires (en expliquant que ce sont les autres qui sont responsables : les Américains pour les Norvégiens, les Chinois pour les Américains, quant aux Français, ils se félicitent que grâce à l'énergie nucléaire, ils n'y soient pour rien), on entretient un optimisme irréaliste, mais conforme aux croyances acquises, dans les solutions techniques, on pense que, de toute façon, on ne peut rien y faire ... C'est ainsi que, selon Clive Hamilton, « nous sommes tous des climato-sceptiques », nous refusons de croire à ce qui nous dérange trop et cherchons toutes les raisons de nous conforter dans la certitude que notre vie va continuer sans changement¹.

L'explication est conforme à la conception (sceptique) de David Hume, selon laquelle ce n'est pas la raison qui nous fait agir, mais les sentiments ou les passions, et que la raison peut tout au plus éclairer nos passions, pour renforcer notre action². Si bien que celui qui, finalement, se trouve le plus proche d'un enseignement sceptique, ce n'est pas un climato-sceptique, mais un critique du climato-scepticisme.

Le climato-scepticisme utilise, plus ou moins adroitement, des procédés visant à déstabiliser les savoirs acquis et à installer l'ignorance. Il le fait à des fins qui n'ont rien à voir avec la poursuite de la connaissance. C'est une démarche politique : en acceptant de discuter avec les climato-sceptiques, on risque d'être piégés en leur reconnaissant une légitimité qu'ils n'ont pas³. Les attaques sceptiques contre ce que l'on appelle « la science du climat » n'atteignent pas leur but. Leurs dommages sont collatéraux. L'idée d'un espace public où chacun pourrait faire usage public de sa raison et que gouvernerait une éthique de la discussion est remise en cause quand on découvre la diversité des régimes du débat : à ceux de la controverse et de la polémique, il faut aussi rajouter, comme le font Chateauraynaud et Torny, le procès (il y a eu des épisodes judiciaires du climato-scepticisme⁴) et la crise⁵ (on n'est pas encore allé jusque-là). Mais le climato-scepticisme met également en cause le schéma d'articulation du savoir et de l'action par l'intermédiaire de l'expertise

1 Clive Hamilton, « Nous sommes tous des climato-sceptiques », in *Controverses sceptiques*, p. 221-244.

2 David Hume, 1740, *Traité de la nature humaine*, III, I, I, 1993, p. 57.

3 Olivier Godard, « Les controverses climatiques en France », *Controverses climatiques*, p. 133.

4 Voir le chapitre 6 de *Merchants of doubt*, d'Oreskes et Conway.

5 Chateauraynaud et Torny, *Sombres précurseurs*, p. 83-85.

sur lequel s'appuient beaucoup d'écologistes et dans lequel ils placent leurs espoirs : du savoir de ce qui se passe, doit découler l'action. Si c'est celà la rationalité de l'action, il est à craindre que nous soyons bien peu rationnels.

Catherine LARRÈRE
Université Paris I –
Panthéon-Sorbonne,
Centre de philosophie
contemporaine

BIBLIOGRAPHIE

- ALLÈGRE, Claude, *L'Imposture climatique ou la fausse écologie*, Paris, Plon, 2010.
- CHATEAURAYNAUD, Francis et TORNY, Didier, *Les Sombres Précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, éditions EHESS, 2^e éd., 2013.
- Critique*, n° 799, *Fauteurs de doute*, décembre 2013.
- DI MENTO, J. et DOUGHAM, P., *Climate Change*, MIT Press, Cambridge, 2007.
- EDWARDS, Paul M., *A Vast Machine: Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming*, Cambridge (Mass), MIT Press, 2010.
- ELSTER, Jon, *Proverbes, Maximes, Emotions*, Paris, PUF, 2003.
- FESTINGER, Leon, *A Theory of Cognitive Dissonance*, Stanford University Press, 1957.
- FOUCART, Stéphane, *Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie : enquête sur les ennemis de la science*, Paris, Denoël, 2010.
- HAMILTON, Clive, *Les Apprentis Sorciers du climat*, trad. fr. Paris, Le Seuil, 2013.
- HUET, S., *L'Imposteur, c'est lui. Réponse à Claude Allègre*, Paris, Stock, 2010, 2010.
- HUME, David, *Traité de la nature humaine*, III, trad. fr. Ph. Saltel, Paris, GF-Flammarion, 1993.
- LATOUR, Bruno, *Enquête sur les modes d'existence*, Paris, La Découverte, 2012.
- LILTI, Antoine « Querelles et controverses. Les formes du désaccord intellectuel à l'époque moderne », in *Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25, *Comment on se dispute, Les formes de la controverse*, 2007, p. 13-28.
- LOMBORG, Bjorn, *The Skeptical Environmentalist*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; trad. fr. *L'Écologiste sceptique : le véritable état de la planète*, Paris, Le Cherche Midi, 2004.
- MERTON, Robert, « Science and Technology in a Democratic Order », *Journal of Legal and Political Sociology*, 1942, p. 15-26.
- ORESKES, Naomi & CONWAY, Erik M., *Merchants of Doubt*, Bloomsbury Press, 2010.
- PROCTOR, Robert et SCHIBIENGER, Londa, *Agnology: The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford (Calif.), Stanford University Press, 2008.
- ZACCAI, Edwin, GEMENNE, François et DECROLY, Jean-Michel (éd.), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2012.